

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

6 mois de lutte et toujours mobilisés

Ce mardi 6 juin, ce sont encore plus de 900 000 salariés, jeunes et retraités qui sont descendus dans la rue et ont fait grève. Un record après 6 mois de mobilisation. La colère s'est fait entendre dans plus de 250 rassemblements dont certains dans des lieux inédits comme à Saint-Marcellin (38) ou dans beaucoup d'autres lieux de proximité.

La dynamique de cette journée revendicative s'illustre aussi par un plus grand nombre d'entreprises où les salariés ont décidé de faire grève sur tout ou partie de la journée, en liant, souvent, la contestation de la réforme des retraites avec des revendications sur les salaires et les conditions de travail.

Malgré le passage en force et les multiples manœuvres du gouvernement, les opérations de diversion, de division et de répression les salarié.e.s refusent de tourner la page et sont toujours aussi nombreux à être opposé.e.s à la réforme du gouvernement pour empêcher que leur retraite ne redevienne « l'antichambre de la mort », à l'opposé de ce que voulait Ambroise Croizat.

La CGT, avec l'intersyndicale, appelle solennellement le président de la République et la présidente de l'Assemblée Nationale à respecter les prérogatives du Parlement. Le 8 juin, les députés doivent pouvoir voter sur la réforme des retraites. Le gouvernement doit respecter ce vote et renoncer à appliquer cette réforme à marche forcée.

Un nouveau passage en force le 8 juin prochain approfondirait encore plus la crise démocratique et ouvrirait une crise institutionnelle. Cela créerait un précédent grave. Si le gouvernement persiste à passer en force, comme le dit l'intersyndicale depuis des mois, rien ne sera plus comme avant.

Confronté à une défiance profonde, Emmanuel Macron n'a plus ni majorité sociale, ni majorité politique et va être en grande difficulté pour finir son quinquennat.

La CGT et le mouvement syndical sont d'ores et déjà confortés par des dizaines de milliers de nouvelles adhésions qui vont permettre de transformer le rapport de force dans la durée.

La CGT refuse le jeu de rôle hypocrite entre le patronat et le gouvernement et appelle à l'ouverture de vraies négociations, dans les entreprises et les branches mais, aussi, au niveau national de façon interprofessionnelle. La base de la négociation doit être la plateforme de l'intersyndicale et les sujets de préoccupation des salariés : les salaires, les conditions de travail, l'égalité F/H ou encore l'environnement, par exemple.

La CGT réunira ses organisations pour débattre des suites et nourrir les échanges de l'intersyndicale qui communiquera le 15 juin prochain sur les suites.

Si le gouvernement et le patronat persistent dans leur refus d'entendre les exigences du monde du travail, alors, ils ne sont pas prêts d'en avoir fini avec la mobilisation.

Montreuil, le 6 juin 2023